

Nous publions bien volontiers le énième droit de réponse de François-Marie Banier. Tout cela ne préjuge pas, bien sûr, de l'issue du procès sur le fond.

Le Point a publié dans son numéro du 1^{er} avril 2010 un article intitulé « Merci, monsieur Banier ! » justifiant que soient portées à la connaissance de vos lecteurs les informations suivantes :

La justice n'a pas condamné *Le Point* à publier un bandeau à sa une – pour la première fois depuis trente-sept ans que votre journal existe – pour avoir fait son « métier tout simplement » en révélant comment j'aurais prétendument « gagné 1 milliard » en obtenant des « dons » d'une « vieille dame », que, soit dit en passant, je connais depuis plus de quarante ans !

En fait de révélations, *Le Point* s'est contenté de publier pour la quatrième fois les mêmes témoignages accusateurs dont je démontrerai, preuves à l'appui, qu'il s'agit d'une compilation de ragots et de calomnies.

Mais, surtout, par ordonnance du 2 mars 2010, confirmée par arrêt du 9 mars, le tribunal et la cour de Paris ont condamné votre journal pour avoir « porté atteinte au droit de François-Marie Banier à un procès équitable dans le respect des droits de la défense et de la présomption d'innocence », en soulignant que la publication de vos quatre témoignages accusateurs « ressort nécessairement d'un choix, puisque d'autres personnes ont été entendues au cours de l'enquête préliminaire » et que, selon une dépê-

che de l'AFP du 22 septembre 2009, une « source du parquet » a expliqué qu'il n'y avait « pas suffisamment d'éléments pour rapporter la preuve d'un abus de faiblesse » et que les témoignages « antinomiques recueillis dans l'entourage de Liliane Bettencourt n'ont pas permis de caractériser l'infraction ».

La cour, après avoir rappelé qu'« il doit être souligné que Liliane Bettencourt a affirmé avoir été libre et pleinement consciente de ses actes », a également relevé que ces quatre témoignages soigneusement sélectionnés par vos soins parmi les 525 pièces du dossier Bettencourt étaient « tous orientés dans le sens de l'accusation portée contre François-Marie Banier » et que « le lecteur est ainsi amené à adhérer à cette accusation, avant même que la juridiction saisie soit à même de se prononcer, dans des conditions de nature à porter atteinte à la présomption d'innocence et aux droits de la défense ».

La réalité est que *Le Point* a été condamné pour s'être livré à mon encontre à un véritable préjugement et s'est amusé à mes yeux à publier une couverture people.

Enfin, merci monsieur Giesbert de me rappeler que la loi de 1881 sur la presse réprime également la diffamation et je ne manquerai pas de saisir les tribunaux à raison de chacun des articles de votre journal m'ayant injustement et très gravement mis en cause, comme l'article 65-2 de cette loi m'y autorise. Nous pourrions alors demander à la justice d'apprécier contradictoirement si le « travail d'enquêteur d'Hervé Gattegno » mérite un « hommage ».